



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
24 août 2015
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité des droits de l'homme

Observations finales concernant le deuxième rapport périodique de l'Arménie

Additif

Renseignements reçus de l'Arménie au sujet de la suite donnée aux observations finales*

[Date de réception : 16 juin 2015]

Mesures prises relativement aux incidents du 1^{er} mars 2008

1. Sur instruction du procureur chargé de superviser l'instruction préliminaire dans l'affaire pénale examinée par le Service des enquêtes spéciales sur les incidents du 1^{er} mars 2008, des procédures individuelles ont été engagées relativement au décès de 10 personnes et aux lésions corporelles constatées sur 3 autres; une instruction préliminaire est en cours.

- Des poursuites pénales ont été engagées dans l'affaire n° 62232514 pour négligences ayant provoqué la mort (article 373 du Code pénal) de *Tigran Khachatryan*, résultant de la violation des règles relatives à l'utilisation de moyens spéciaux de type « KS-23 », considérés comme des armes à feu, pendant une émeute.
- Des poursuites pénales ont été engagées le 29 janvier 2015 dans l'affaire n° 62202015 pour négligences ayant provoqué la mort de *Gor Kloyan*; pour préjudice grave à la vie et à la santé d'Hovhannes Asatryan; et pour préjudice de gravité moyenne à la santé d'Artur Muradyan (article 373 du Code pénal), résultant de la violation des règles relatives à l'utilisation de moyens spéciaux de type « KS-23 », considérés comme des armes à feu.
- Des poursuites pénales ont été engagées le 29 janvier 2015 dans l'affaire n° 62202115 pour négligences ayant provoqué la mort d'Armen Farmanyan et pour préjudice grave à la vie et à la santé de Khachik Davtyan (article 373 du Code pénal), résultant de la violation des règles relatives à l'utilisation de moyens spéciaux de type « KS-23 », considérés comme des armes à feu.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



- Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 9 décembre 2014 dans l'affaire n° 62230614 pour le meurtre de Zaqar Hovhannisyan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
 - Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 9 décembre 2014 dans l'affaire n° 62230714 pour le meurtre de Davit Petrosyan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
 - Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 10 décembre dans l'affaire n° 62231214 pour le meurtre de Samvel Harutyunyan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
 - Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 10 décembre 2014 dans l'affaire n° 62231314 pour le meurtre de Hovhannes Hovhannisyan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
 - Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 11 décembre 2014 dans l'affaire n° 62231614 pour le meurtre de Grigor Gevorgyan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
 - Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 11 décembre 2014 dans l'affaire n° 62231714 pour le meurtre de Tigran Abgaryan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
 - Des poursuites pénales ont été engagées contre X le 12 décembre 2014 dans l'affaire n° 62232114 pour le meurtre de Hamlet Tadevosyan (article 104 du Code pénal) pendant une émeute.
2. La responsabilité pénale de Gegham Grigoryan, d'Andranik Manukyan, d'Hovhannes Ghazaryan et de Gegham Harutyunyan, les quatre policiers qui ont fait un usage excessif de la force pendant les incidents du 1^{er} mars 2008, a été engagée; ils ont été mis en accusation sur le fondement de l'article 309 (2) du Code pénal. Leurs dossiers ont tous été transmis au Tribunal des districts de Kentron et de Nork-Marash (EKD/0199/01/09 et EKD/0200/01/09).
3. Par une décision pénale du 16 décembre 2009, rendue en l'affaire n° YEKD/0199/01/09, relative aux accusations portées contre Gegham Grigoryan (nom du père : Vardan) sur le fondement du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal et contre Andranik Manukyan (nom du père : Mayis) du chef de ce même article, le Tribunal des districts de Kentron et de Nork-Marash à Erevan (ci-après « le Tribunal ») a reconnu Gegham Grigoryan coupable du chef de la deuxième partie de l'article 309 du Code pénal et l'a condamné à une peine de trois ans de prison assortie de l'interdiction d'occuper certaines fonctions dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pendant une période d'un an. En application du paragraphe 1 (1) d'une décision de l'Assemblée nationale arménienne du 19 juin 2009 sur la « Déclaration d'amnistie », Gegham Grigoryan a été dispensé de l'exécution de sa peine principale.
4. Par cette même décision pénale, l'accusé Andranik Manukyan a été reconnu coupable du chef du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal et condamné à une peine de trois ans de prison assortie de l'interdiction d'occuper certaines fonctions dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pendant une période d'un an. En application du paragraphe 1 (1) d'une décision de l'Assemblée nationale arménienne du 19 juin 2009 sur la « Déclaration d'amnistie », Andranik Manukyan a été dispensé d'exécuter sa peine principale.
5. Par une décision en date du 19 février 2010, la Cour d'appel de la République arménienne a fait droit aux recours formés par les accusés – Gegham Grigoryan et Andranik Manukyan – contre la condamnation pénale prononcée le 16 décembre 2009

par le Tribunal des districts de Kentron et de Nork-Marash. Les peines prononcées par le Tribunal le 16 décembre 2009 contre Gegham Grigoryan et Andranik Manukyan en application du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal ont été modifiées.

6. Conformément à l'article 64 du Code pénal, la peine complémentaire appliquée à Gegham Grigoryan en vertu du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal, à savoir l'interdiction d'occuper certaines fonctions dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pour une période d'un an, n'a pas été exécutée.

7. Conformément à l'article 64 du Code pénal, la peine complémentaire appliquée à Andranik Manukyan en vertu du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal, à savoir l'interdiction d'occuper certaines fonctions dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pour une période d'un an, n'a pas été exécutée. Le reste de la condamnation pénale n'a pas été modifié.

8. Par une décision pénale du 25 décembre 2009, rendue en l'affaire n° YEKD/0200/01/09, relative aux accusations portées contre Gegham Harutyunyan (nom du père : Garegin) et Hovhannes Ghukasyan (nom du père : Norik) sur le fondement du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal, le Tribunal des districts de Kentron et de Nork-Marash a reconnu l'accusé Gegham Harutyunyan coupable du chef de cette disposition et l'a condamné à une peine de prison de deux ans assortie de l'interdiction d'occuper des fonctions de responsabilité dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pour une période d'un an. En application du paragraphe 1 (1) d'une décision de l'Assemblée nationale arménienne du 19 juin 2009 sur la « Déclaration d'amnistie », Gegham Harutyunyan a été dispensé de l'exécution de sa peine principale.

9. Par cette même décision pénale, l'accusé Hovhannes Ghukasyan a été reconnu coupable du chef de l'article 309, paragraphe 2, du Code pénal et condamné à une peine de deux ans de prison assortie de l'interdiction d'exercer des fonctions de responsabilité dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pendant une période d'un an. En application du paragraphe 1 (1) d'une décision de l'Assemblée nationale du 19 juin 2009 sur la « Déclaration d'amnistie », Hovhannes Ghukasyan a été dispensé de l'exécution de sa peine principale.

10. Par une décision du 24 février 2010, la Cour d'appel de la République arménienne a fait droit au recours formé par les accusés – Gegham Harutyunyan et Hovhannes Ghukasyan – contre la décision pénale rendue le 25 décembre 2009 par le Tribunal des districts de Kentron et de Nork-Marash. La décision pénale rendue par le Tribunal le 25 décembre 2009 contre Gegham Harutyunyan et Hovhannes Ghukasyan relativement au paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal a été modifiée quant aux peines prononcées.

11. Conformément à l'article 64 du Code pénal, la peine complémentaire appliquée à Gegham Harutyunyan en vertu du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal, à savoir l'interdiction d'occuper certaines fonctions dans les organismes et organisations de l'État et des collectivités locales pendant une période d'un an, n'a pas été exécutée.

12. Conformément à l'article 64 du code pénal, la peine complémentaire appliquée à Hovhannes Ghukasyan en vertu du paragraphe 2 de l'article 309 du Code pénal, à savoir l'interdiction d'occuper certaines fonctions dans les organismes et les organisations de l'État et des collectivités locales, n'a pas été exécutée. Le reste de la décision pénale est demeuré inchangé.

Prévention de la torture

13. Pour prévenir la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, d'importantes réformes sont mises en œuvre. Elles consistent notamment à aligner la législation arménienne sur la pratique internationale de référence. Comme la législation incriminant la torture ne vise pas les crimes commis par des agents de la fonction publique et comme elle ne reprend pas l'objectif précis fixé par la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après « la Convention »), la définition juridique de la torture a été mise en totale conformité avec les conditions énoncées par la Convention, au moyen d'un projet de loi portant modification et complément du Code pénal de la République arménienne (ci-après « les projets de modifications »). Ce projet de loi prévoit en outre que tous les agents de la fonction publique ayant commis des actes constitutifs de torture purgent une peine proportionnée à la gravité de leurs actes, conformément à l'article 4 de la Convention. Les modifications contenues dans le projet de loi prévoient que les actes constitutifs de torture sont passibles d'une peine de prison de quatre à huit ans et de l'interdiction d'occuper certaines fonctions ou de mener certaines activités pour une période maximum de trois ans. De plus, à la différence de la législation en vigueur, qui prévoit, s'agissant des actes de torture, que le déclenchement de l'action pénale est à l'initiative de la victime, ce qui suppose pour celle-ci de porter plainte, le projet de loi portant modification et complément du Code pénal prévoit l'engagement de poursuites par le ministère public en cas d'acte de torture présumé, ce qui est, dans chaque cas, une garantie supplémentaire d'ouverture d'une action pénale.

14. Dans ses arrêts relatifs à l'Arménie, la Cour européenne des droits de l'homme a plusieurs fois mis l'accent sur le problème des garanties à mettre en place pour prévenir la torture et sur celui des garanties procédurales minimales à accorder aux personnes privées de liberté. À cet égard, l'article 110 du projet de Code de procédure pénale marque un progrès. Il est à noter que les garanties minimales qu'il énonce peuvent être considérées, notamment, comme une protection fondamentale contre tout traitement cruel, et qu'elles sont pleinement compatibles avec les normes établies par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (ci-après le « CPT »). L'article 110 du projet de Code de procédure pénale met notamment en place des mécanismes et des procédures visant à garantir que tout traitement cruel signalé soit également porté à la connaissance de tiers. Ainsi, en cas d'arrestation, le droit d'informer un tiers et le droit de demander l'assistance d'un avocat ou la visite d'un médecin sont déterminants pour constituer un faisceau de preuves et pour avoir des informations sur l'acte de torture. Faute d'éléments de preuve suffisants, l'enquête risque de ne pas être approfondie, complète et impartiale.

15. Conformément à une décision de la Cour de cassation du 18 décembre 2009, toute personne privée de liberté, outre le statut de « personne arrêtée » et celui de « prévenu », qu'elle a acquis pendant la phase de mise en accusation, a également un statut juridique préliminaire, qui s'apparente sous certaines conditions au statut de « personne appréhendée ». Même si la qualité de « personne appréhendée » n'est effective que pendant une courte période, la personne appréhendée doit se voir accorder à tout le moins les droits suivants :

- a) Être informée des motifs justifiant son placement en garde à vue;
- b) Être informée des raisons de son arrestation;
- c) Demander l'assistance d'un conseil;

d) Garder le silence¹.

16. Cette décision prévoit une autre garantie en vertu de laquelle toute personne privée de liberté qui ne s'est pas vu notifier le procès-verbal de son arrestation dans les quatre heures suivant sa présentation à l'autorité de poursuite est légalement réputée en état d'arrestation et a droit aux garanties qu'emporte ce statut².

Pratique

17. Dans le rapport établi par le CPT à l'issue de sa mission en Arménie du 4 au 10 avril 2013 (CPT/Inf (2015)8), il est indiqué que des efforts ont été consentis ces dernières années par les autorités arméniennes pour renforcer l'efficacité du système de prévention des traitements cruels infligés par la police. En particulier, conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe, un « Service des enquêtes spéciales » a été créé par la loi. Il s'agit d'un organisme public autonome ayant ses propres attributions, chargé de mener des enquêtes préliminaires sur des crimes commis avec la complicité d'agents occupant des fonctions élevées dans des organismes relevant du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire, par des personnes accomplissant une mission de service public spéciale, lorsque ces crimes sont liés aux fonctions officielles des intéressés ou ont été commis dans le cadre de celles-ci. Le Service des enquêtes spéciales comprend en outre une unité spécialisée – le Département des enquêtes sur les actes de torture et les crimes contre la personne humaine.

18. Il convient également de relever qu'en application de l'Instruction n° 20 du 27 novembre 2013 du Chef de la Police arménienne concernant l'application des normes juridiques du Comité européen de prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, les policiers :

1) Veillent à se comporter de manière appropriée, dans le respect des normes du CPT, lorsque, dans le cadre de leurs compétences, ils appréhendent une personne, l'arrêtent ou prennent d'autres mesures à son encontre;

2) Veillent, conformément aux normes du CPT, à ce que les cas de mauvais traitements soient dûment enregistrés, de même que les plaintes y relatives;

3) Font rapport, en cas de violation des normes du CPT ou de grief soulevé à ce titre, à l'administration de la Police arménienne et communiquent sans délai les éléments pertinents, ainsi que la plainte, au Service des enquêtes spéciales;

4) Sont régulièrement tenus informés de l'interdiction du recours à toute forme de mauvais traitements dans le cadre de leurs activités et de la responsabilité encourue en cas de violation de cette interdiction.

19. Il convient aussi d'indiquer qu'au paragraphe 34 du Plan d'action de la Stratégie nationale en matière de droits de l'homme, il est prévu d'étudier la pratique internationale relative à la création d'un mécanisme indépendant chargé de recevoir et d'examiner les plaintes relatives à des actes de torture ou à des mauvais traitements commis dans des lieux de détention; ce paragraphe prévoit également la présentation d'une recommandation sur la question.

20. Dans le cadre de l'exercice de leurs prérogatives constitutionnelles, les procureurs veillent à ce que toutes les personnes visées par des mesures procédurales de contrainte ou par d'autres restrictions de leur droits et libertés ne subissent aucun

¹ Décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation rendue en l'affaire EADD/0085/06/09, le 18 décembre 2009, par. 20 et 22.

² Ibid., par. 28.

acte de torture ou mauvais traitement. Ainsi, pour protéger les droits des personnes convoquées pour un interrogatoire, les procureurs veillent tout particulièrement au respect de la légalité de la procédure et engagent les actions pertinentes chaque fois qu'il est fait état d'une allégation de mauvais traitement digne de foi par la personne convoquée pour un interrogatoire, lesquelles sont conduites conformément à toutes les normes relatives aux enquêtes efficaces sur les cas de mauvais traitements.

21. Toutes les informations reçues concernant l'implication dans des cas présumés de mauvais traitements infligés à des détenus de personnes qui s'acquittent d'une mission de service public spéciale dans les domaines d'activités de la police, de la Commission des enquêtes et du Service de sécurité national, donnent systématiquement lieu à une enquête approfondie, menée par un organe indépendant.

22. Le service des enquêtes spéciales est saisi par le Bureau du Procureur ou par le tribunal concerné de toute allégation fiable de torture faite pendant une procédure, de sorte qu'une enquête efficace soit diligentée.

23. Le programme de formation annuel des procureurs met l'accent sur l'étude des constatations juridiques de la Cour européenne des droits de l'homme sur les enquêtes relatives à des cas de mauvais traitements.

24. Pour ce qui est de la recommandation n° 19 du Comité, il y a lieu d'indiquer que les procureurs, lorsqu'ils contrôlent la légalité d'arrestations, s'assurent tout particulièrement que les personnes appréhendées se sont vu notifier le procès-verbal de leur arrestation et ont été informées de leurs droits conformément aux modalités prévues par la loi.

25. Il est systématiquement veillé à ce que le droit de contester la légalité de la privation de liberté puisse être pleinement exercé. La jurisprudence de la Cour de cassation conforte ce droit en vertu duquel toute personne recherchée ou placée en détention en application d'une décision de justice est immédiatement présentée à un juge.

26. Pour ce qui est de la recommandation énoncée au paragraphe 20 des observations finales du Comité, l'Arménie indique qu'au 20 février 2015, la composition du personnel du Service pénitentiaire du Ministère de la justice était la suivante :

<i>Intitulé du poste</i>	<i>Nombre total</i>	<i>Occupé</i>	<i>Vacant</i>
Agent pénitentiaire	2 233	2 063	170
Agent spécial	105	97	8
Agent contractuel	54	47,5	6,5

27. Le tableau ci-après présente la situation en ce qui concerne la surpopulation dans les établissements pénitentiaires du Ministère de la justice.

<i>Nom de l'établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>	<i>Nombre de détenus (au 23 février 2015)</i>	<i>Surpopulation</i>
Nubarashen	820	1 039	219
Yerevan-Kentron	60	38	-22
Artik	373	395	22
Vanadzor	245	213	-32
Vardashen	339	272	-67
Goris	215	47	-168
Abovyan	257	191	-66

<i>Nom de l'établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>	<i>Nombre de détenus (au 23 février 2015)</i>	<i>Surpopulation</i>
Sevan	548	519	-29
Kosh	640	742	102
Hôpital pour condamnés	464	173	-291
Hrazdan	215	234	19
Armavir	400	69	-331
			-580
Total	4 576	3 932	(289 sans les « hôpitaux pour condamnés »)

28. Il ressort clairement de ce tableau que la surpopulation carcérale n'est pas généralisée dans les établissements pénitentiaires relevant du Ministère de la justice. Les prisons de Nubarashen et de Kosh sont en revanche manifestement surpeuplées. Quant au problème de la répartition inégale des détenus, il est réglé depuis l'ouverture de la prison d'Armavir.

29. Une Commission disciplinaire de la police a été mise en place en 2013 pour que des enquêtes approfondies, complètes et objectives soient menées sur les éléments recueillis dans le cadre des enquêtes officielles sur les manquements graves à la discipline commis par des policiers chargés d'assurer le maintien de l'ordre, et pour déterminer la légalité de leurs actions. Elle est composée de 11 membres, dont 5 représentent la police, 5 les syndicats non gouvernementaux et 1 le Gouvernement. L'existence même de cette Commission et le fait qu'elle compte des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) favorisent la transparence et l'impartialité du mécanisme d'enquête sur de tels manquements.

30. En même temps, il y a lieu de relever que le Département de la sécurité intérieure, qui relève de la Police, mène une enquête officielle, approfondie et objective sur toute faute disciplinaire commise par les policiers.

31. Les plaintes concernant des agissements illégaux de policiers sont surveillées de près par le Défenseur des droits de l'homme, qui examine dans le cadre de ses attributions les plaintes relatives aux violations – par l'État et les collectivités locales et par leurs agents – des droits et des libertés fondamentales de l'individu (et du citoyen) protégés par la Constitution, par les lois et par les instruments internationaux auxquels l'Arménie a souscrit, et par les principes et les normes du droit international.

32. Pour ce qui est de la recommandation énoncée au paragraphe 14 des observations finales du Comité, il faut indiquer qu'un groupe de surveillance publique, dont les membres peuvent se rendre dans les locaux de détention de la police, et que les employés du Département du mécanisme national de prévention du bureau du Défenseur des droits de l'homme, qui sont habilités à recevoir des plaintes émanant de personnes arrêtées et détenues, effectuent des visites dans les locaux de détention de la police. Ces questions sont examinées lors des visites périodiques du CPT.

Indépendance de l'appareil judiciaire

33. Pour ce qui est de la recommandation énoncée au paragraphe 21 des observations finales du Comité, il faut mentionner les modifications apportées à la législation arménienne qui visent à assurer la mise en œuvre des mesures approuvées par l'Ordonnance n° 96-NK du 30 juin 2012 du Président de la République sur l'adoption du Programme stratégique de réformes juridiques et judiciaires pour la période 2012-2016 et de la liste de mesures en découlant. Il est à noter, en particulier, que le

Programme stratégique, approuvé en vertu de l'annexe 1 de l'Ordonnance susmentionnée, énonce les mesures énumérées ci-dessous, dont l'objet est de garantir l'équité, l'efficacité et la responsabilité de l'appareil judiciaire par :

3.1 L'amélioration de la procédure de sélection des juges;

3.1.1 L'élaboration de mécanismes répondant aux normes internationales et aux principes de transparence et d'impartialité visant à évaluer non seulement l'expérience professionnelle, mais aussi les aptitudes, l'efficacité et les compétences logiques nécessaires pour exercer la fonction de juge;

3.1.2 L'amélioration de la procédure de contestation des résultats de l'évaluation des connaissances et des compétences des candidats à la fonction de juge;

3.1.3 La création de procédures transparentes et objectives de sélection des candidats à la fonction de juge, et la modification de la procédure d'entretien avec le Conseil de justice en précisant les exercices et les sujets prévus pour cette phase.

3.2.6 L'énoncé, dans la loi, des critères d'avancement des juges, critères qui doivent également reposer sur les résultats obtenus.

34. Depuis l'entrée en vigueur, le 3 juillet 2014, de la loi n°HO-47-N du 10 juin 2014 portant modification et complément du Code pénal arménien, une procédure d'examen a été mise en place pour recruter les juges, aussi bien dans le domaine pénal que civil et administratif, système qui repose sur des examens écrits visant à révéler, outre les connaissances professionnelles, la capacité logique et psychologique du candidat de réagir rapidement, de distinguer l'essentiel de l'accessoire, de comprendre les textes à la première lecture et de manier les chiffres. Les candidats reçus aux écrits doivent se soumettre à un examen psychologique, dont les résultats n'ont qu'une valeur consultative pour les membres du Conseil de justice. Ces examens psychologiques visent à s'assurer du sens des responsabilités du candidat, de sa capacité d'écoute, de sa maîtrise de soi, de sa réputation (influence) et d'autres qualités non professionnelles requises pour exercer le métier de juge.

35. Les dispositions de la loi susmentionnée visent non seulement à garantir la transparence du processus de sélection, mais aussi son objectivité. Sont notamment prévus par ces dispositions, la retransmission en direct de la totalité du processus de contrôle écrit dans un endroit situé en dehors de la salle d'examens; la mise à disposition de l'enregistrement vidéo de tout le processus d'examen écrit et oral, et la surveillance publique de ce processus.

36. Ces changements apportés à la loi ont permis de renforcer les garanties d'objectivité du processus de sélection des juges.

37. Parmi les modifications législatives apportées dans le domaine de l'avancement des juges, il convient de mentionner la loi n°HO-86-N du 21 juin 2014 portant modification et complément du Code pénal arménien, qui a créé un système d'évaluation régulière de l'activité des juges sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs. L'un des objectifs de ce système est de favoriser la sélection des meilleurs éléments lors de l'établissement du tableau d'avancement. Le paragraphe 3 de l'article 96.4 du Code pénal prévoit ainsi que le juge dont les résultats sont « faibles » par rapport à la moyenne n'est pas fondé à demander son inscription au tableau d'avancement ni à occuper la fonction de président de tribunal en cas de vacance, et ce, jusqu'aux résultats de l'évaluation suivante.

38. Le paragraphe 4 de ce même article dispose que les juges ayant obtenu deux fois de suite d'excellents résultats par rapport à la moyenne peuvent faire valoir un droit préférentiel d'inscription au tableau d'avancement.

39. En vertu du paragraphe 5 de l'article 96.4, les juges ayant obtenu deux fois de suite « d'excellents » et de « bons » résultats par rapport à la moyenne ont un droit préférentiel d'inscription au tableau d'avancement, après les personnes visées par l'article 4, et selon les modalités prévues par le paragraphe 6, et ils précèdent les juges ayant obtenu deux fois de suite de « bons » résultats par rapport à la moyenne.

40. Pour résumer, il convient de relever que l'introduction du système d'évaluation des juges a permis d'assurer la mise en œuvre de la mesure prévue au paragraphe 3.2.6 de l'Ordonnance n° 96-NK du Président de la République arménienne en date du 30 juin 2012.

41. La loi n° HO-47-N du 10 juin 2014 portant modification et complément du Code pénal vise à garantir l'indépendance des juges dans le processus conduisant à l'engagement de leur responsabilité disciplinaire. À cette fin, les attributions de la Commission de déontologie du Conseil des présidents de tribunal et de la Commission disciplinaire du Conseil de justice ont été transférées à la Commission de discipline et de déontologie de l'Assemblée générale des juges. Cette dernière Commission se compose de 7 juges, dont 2 siègent dans un tribunal de première instance de la ville d'Erevan, 2 dans un tribunal de première instance de marzes (région) et 3 dans une cour d'appel. Les présidents de tribunal et les membres du Conseil de justice ne peuvent être membres de la Commission.

42. La modification de loi susmentionnée vise à faire en sorte que deux fonctions fondamentalement opposées ne soient pas attribuées à un seul et même organe – le Conseil des juges. En particulier – en vertu de la législation antérieure – la Commission disciplinaire du Conseil de justice pouvait engager des procédures disciplinaires contre un juge à la demande de la Commission de déontologie du Conseil des présidents de tribunal et pouvait, dans le cadre de la procédure engagée, décider de présenter au Conseil des juges une demande tendant à engager la responsabilité disciplinaire d'un juge.

43. La décision n° 02L relative à « L'approbation du statut de la Commission de déontologie et disciplinaire de l'Assemblée générale des juges » adoptée par l'Assemblée générale des juges le 5 septembre 2014 régit, notamment, la procédure concernant la tenue des audiences de la Commission, ses décisions et leur adoption.

44. La disposition de loi susmentionnée fixe – conformément aux garanties d'un procès équitable – les règles de procédure relatives à l'examen des éléments de preuve recueillis dans une affaire concernant un juge. Il est à noter, en particulier, que le Président de la Commission confie l'examen de toute requête, communication ou demande soumise à la Commission, et celui des autres éléments soumis par la Commission, à l'un de ses membres (désigné alors Rapporteur) ou l'examine personnellement. Le Rapporteur examine la requête, la communication, la demande ou les autres éléments dont il est saisi dans un délai fixé par le Président de la Commission. Lors de l'audience, le Rapporteur présente à l'ensemble des membres et, lorsqu'un juge est convié à l'audience, pour lui également, le contenu de la requête, de la communication, de la demande ou des autres éléments dont la Commission est saisie. Lors de l'examen de la requête, de la communication, de la demande ou des autres éléments, le Rapporteur peut demander un complément d'information et proposer de fournir, par écrit, des éclaircissements au juge concerné, qui est systématiquement associé à l'examen par la Commission de toute question relevant de sa compétence et bénéficie des droits énoncés à l'article 160 du Code pénal. La Commission peut proposer d'apporter au juge des éclaircissements sur la question à l'examen et demander un complément d'information. Il est dressé procès-verbal de ses audiences.

45. En vertu de l'article 160 du Code pénal, le juge a le droit de se familiariser avec les éléments servant de base à l'examen de la question posée par le Conseil de justice, de se procurer des extraits des documents examinés et d'en faire copie, de poser des questions au Président, de soulever des objections, de donner des explications, de présenter des demandes, de fournir des éléments de preuve et de participer à leur examen, et d'assister aux audiences, seul ou représenté par un conseil.

46. Tout juge dont la responsabilité disciplinaire est examinée par le Conseil de justice a droit aux garanties énoncées à l'article 19 de la Constitution et au paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

47. Pour aller à l'essentiel, on peut dire que l'Ordonnance n° 96-NK du 30 juin 2012 du Président de la République approuvant le Programme stratégique de réformes juridiques et judiciaires pour la période 2012-2016 et la liste de mesures en découlant, ainsi que les lois pertinentes adoptées en application de celle-ci (loi n° HO-47-N du 10 juin 2014 portant modification et complément du Code pénal et loi n° HO-86-N portant modification et complément du Code pénal) et certains actes juridiques (décision n° 02L de l'Assemblée générale des juges de la République arménienne du 5 septembre 2014 relative à l'adoption du statut de la Commission de déontologie et disciplinaire de l'Assemblée générale des juges de la République arménienne) ont apporté à la législation arménienne les changements requis pour assurer l'indépendance des juges et ouvrir la voie à l'adoption de normes juridiques plus précises concernant leur nomination, leur avancement et leur responsabilité disciplinaire.

48. Une École de la magistrature, chargée de former le personnel judiciaire, a été créée (loi n° HO-90-N du 1^{er} septembre 2013 sur l'École de la magistrature).

49. Un système de publication de rapports d'activités par l'appareil judiciaire a été mis en place, et des critères généraux relatifs à la répartition des affaires entre les juges ont été adoptés pour donner suite aux conclusions d'une étude de la pratique internationale (loi n° HO-47-N du 10 juin 2014 portant modification et complément du Code pénal).
